

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.598
27 juin 1991

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUITIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 27 juin 1991, à 10 heures

Président : M. Stephen J. Ledogar (Etats-Unis d'Amérique)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 598ème séance de la Conférence du désarmement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Pologne, de la République de Corée, de Sri Lanka, de l'Indonésie et du Pakistan. Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne, M. Gizowski.

M. GIZOWSKI (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à la Conférence du désarmement sous votre présidence. Je voudrais vous féliciter à l'occasion de votre accession à cette haute charge, persuadé que vous dirigerez nos délibérations avec votre efficacité et vos compétences bien connues. Je tiens également à remercier l'Ambassadrice Solesby pour l'excellent travail qu'elle a accompli alors qu'elle vous a immédiatement précédé dans cette fonction. Je me permettrai également d'ajouter l'expression sincère de nos souhaits de bienvenue aux chefs de délégation nouveaux venus et les assurer de notre pleine coopération.

Alors que nous approchons de la fin de la deuxième partie de la session de 1991 de la Conférence, j'aimerais consacrer presque exclusivement mon exposé de ce jour à la question des armes chimiques. Cela reflète non seulement la haute priorité que mon pays attache à la conclusion la plus rapide possible de la convention sur les armes chimiques, mais provient également de la situation qualitativement nouvelle qui s'est établie à cet égard au cours des toutes dernières semaines. Année après année les délégations, y compris la mienne, ont répété dans leurs déclarations en séance plénière que la convention sur les armes chimiques était à portée de la main. C'était plus là l'expression d'un espoir que d'une réalité. Nous sommes maintenant en présence d'une vraie possibilité de percée pour nos négociations prolongées. Cela provient avant tout de l'initiative prise par le Président des Etats-Unis qui nous a été communiquée à la séance du 16 mai par vous-même, monsieur le Président. Mon gouvernement salue chaleureusement la déclaration du Président Bush annonçant que les Etats-Unis renoncent à utiliser l'arme chimique contre tout Etat, quelle qu'en soit la raison, y compris à titre de représailles. Si l'on y ajoute l'engagement qu'ils ont pris de détruire sans condition tous leurs stocks d'armes chimiques dans un délai de 10 ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention, il en résulte de nouvelles possibilités prometteuses d'une solution rapide des problèmes en suspens et d'une accélération des négociations en vue de la convention. Nous apprécions hautement l'offre d'assistance technique visant à procéder à la destruction des armes chimiques sans danger et sans pollution pour l'environnement, ce qui pourrait grandement faciliter une application sans problèmes de la convention. En fin de compte, cette déclaration fournit un élan nouveau en direction de notre but ultime, qui est celui d'un monde libre de l'arme chimique.

La réaction positive des autres délégations face à cette initiative nous a permis de parvenir à un consensus sur la nécessité d'accélérer les travaux aux fins de parachever la convention sur les armes chimiques d'ici 1992. Nous pensons qu'il est de la responsabilité de l'ensemble de la Conférence du désarmement, et pas seulement de son Comité spécial des armes chimiques, de veiller à ce que l'élaboration de la convention reçoive la priorité la plus élevée, notamment au cas où, vu les limitations de temps ou de services

(M. Gizowski, Pologne)

de conférence, on serait contraint de réaliser les arbitrages nécessaires en tenant compte des divers problèmes à régler.

Cela ne signifie certes pas que ma délégation veuille minimiser l'importance des autres points de l'ordre du jour de la Conférence. Certains sont en fait d'une importance vitale et doivent certainement continuer à rester également des sujets prioritaires de négociation de cette instance. D'autres qui ne sont pas moins importants sur le fond mais qui ne sont pas encore assez mûrs pour faire l'objet de négociations en vue de conventions ou d'accords internationaux pourraient peut-être trouver ultérieurement leur place comme points de discussion dans d'autres enceintes telles que la Commission du désarmement de l'ONU. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, je suis convaincu qu'il est de l'intérêt majeur des gouvernements représentés dans cette salle et de l'ensemble de la communauté internationale de concentrer nos efforts sur l'élaboration de la convention sur les armes chimiques. L'achèvement rapide du texte serait un immense apport à la crédibilité de la Conférence, seul organe multilatéral dans le domaine du désarmement. Et ce qui est encore plus important, la conclusion de la convention, à la suite des accords FNI et FCE et, espérons-le, aussi après l'accord START, serait un pas d'une énorme importance dans l'édification d'un monde plus sûr et dans l'établissement d'une nouvelle structure de sécurité fondée non sur la puissance militaire mais sur la coopération entre les Etats.

Je reviendrai plus tard sur la question de la convention sur les armes chimiques dans ma déclaration de ce jour. Je voudrais souligner pour le moment que nous avons également pris note, en mesurant leur importance, des autres initiatives, propositions et idées avancées au cours des derniers mois dans cette enceinte ou directement liées aux travaux de la Conférence du désarmement.

Je pense avant tout au plan de maîtrise des armements et de désarmement présenté par le Président de la République française le 3 juin de cette année. Nous saluons en particulier la décision de la France d'adhérer en principe au Traité sur la non-prolifération et nous restons convaincus que cela donnera une forte impulsion au processus d'universalisation du Traité.

Cette année, des personnalités éminentes d'un grand nombre de pays ont pris ici la parole. Les déclarations de nos hôtes distingués et les nombreuses interventions des chefs de délégation fournissent à la Conférence un abondant matériau de réflexion et d'analyse. Plusieurs idées ont été avancées concernant les activités futures de la Conférence après la conclusion de la convention sur les armes chimiques. Un sort particulier a été fait à la question de la limitation des transferts internationaux d'armes.

Toutes ces idées méritent d'être soigneusement étudiées. La délégation polonaise en a pris bonne note et exposera sa position en temps utile. Dès à présent nous pouvons dire que nous considérons que certaines de ces suggestions sont très intéressantes et méritent un appui total.

(M. Gizowski, Pologne)

Pour revenir à la question de la convention sur les armes chimiques, je ne puis faire autrement que d'exprimer mon entier accord avec ce que vous avez déclaré en tant que chef de la délégation des Etats-Unis, lorsque vous avez présenté le message du Président Bush à la Conférence, à savoir que nous ne pouvons pas nous permettre de continuer au cours de nos négociations à faire "comme si de rien n'était". Ma délégation est satisfaite de l'adoption récente par la Conférence de plusieurs décisions visant à intensifier et à conclure rapidement les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, notamment en ce qui concerne le mandat du Comité spécial et l'attribution de délais supplémentaires pour les négociations. Nous sommes prêts à soutenir toute suggestion nouvelle portant sur les délais et les efforts nécessaires pour l'accélération des négociations. Nous pensons toutefois que la question de l'intensification n'est pas uniquement liée à un problème de temps, mais aussi et peut-être surtout à celui de l'existence de la part de tous les participants de la volonté de faire des compromis et de la nécessité de considérer d'un oeil neuf les problèmes qui nous empêchent de parvenir à un accord final. Nous sommes fermement convaincus qu'avec la volonté réelle de travailler intensément et d'accepter des compromis, nous devrions être en mesure de résoudre tous les grands problèmes restants avant la fin de l'année.

Un de ces problèmes est à n'en point douter celui de la vérification. Les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent sur ce problème confirment une fois de plus que le régime futur doit prévoir des mesures adéquates de vérification satisfaisantes pour toutes les parties concernées, de manière à créer la confiance nécessaire et à faire en sorte que la convention soit observée par toutes les parties. Un système efficace de vérification favorisera l'application de la convention en accroissant la confiance et en dissuadant les parties de toute violation possible. Il y a un point sur lequel nous sommes tous d'accord, à savoir qu'un système de vérification fiable à 100 % est tout bonnement impossible à réaliser. Mais cela ne signifie pas qu'il ne soit pas possible de parvenir pour les Etats parties à un niveau raisonnable d'assurance que la convention est bien appliquée. En principe, les traits essentiels de ce système sont déjà inscrits dans le "texte évolutif" actuel. En matière de vérification, les dispositions relatives aux stocks d'armes chimiques et aux installations de production sont bien élaborées et, sous réserve de certaines améliorations, elles pourraient très bien servir à une mise en oeuvre efficace du désarmement chimique. Il en est de même en matière de vérification des installations relevant du tableau 1. Il y a encore deux grands problèmes en suspens dans le domaine de la vérification pour lesquels il faudrait trouver des solutions, à savoir la partie de l'article VI relative aux activités non interdites au titre de la convention et l'article IX, en particulier la question des inspections sur demande.

Il existe une distinction essentielle entre les deux types d'inspection. Cela dit, ils recouvrent l'un et l'autre les deux mêmes concepts, celui de confiance et celui de dissuasion, la différence étant dans la proportion entre ces deux facteurs. Alors que dans les inspections sur demande c'est le facteur de dissuasion qui l'emporte, dans le cas des activités de vérification au titre de l'article VI, c'est la confiance qui joue le rôle principal. Cette proportion est à notre avis tout à fait naturelle. Tout système de vérification conçu au titre de l'article VI doit se fonder sur des activités

(M. Gizowski, Pologne)

déclarées et doit essentiellement faire partie des mesures propres à accroître la confiance. Il n'en reste pas moins qu'il convient de maintenir un certain degré de dissuasion. En ce sens, nous sommes en faveur de l'élargissement de la portée de la vérification au titre de cet article. Nous sommes d'accord avec ceux qui pensent qu'il serait très difficile de distinguer les installations concernées de celles qui ne le sont pas. C'est pourquoi nous préférons une approche plus large au risque parfois d'inclure dans le champ des déclarations des installations qui ne posent pas de risque particulier par rapport aux objectifs de la convention. On peut se demander si de prime abord un Etat déciderait d'utiliser une installation déclarée pour y fabriquer des armes illicites. Le fait même de l'existence d'inspections sur place a un effet important de dissuasion. En partant de cette hypothèse et en y ajoutant le large éventail d'installations qui peuvent être incluses dans les déclarations, nous sommes déjà en train d'accroître énormément la confiance. Nous en arrivons alors à la question de savoir comment affecter des ressources adéquates à la vérification efficace de l'application du traité. Nous devons prendre soin de ne pas surcharger le Secrétariat technique futur en lui imposant la tâche énorme de vérifier les cas évidents, qui pèserait très lourd sur le budget de l'Organisation. Nous avons toujours été inquiets de voir constamment s'accroître les tâches de l'Organisation future, en particulier dans le domaine de la vérification, sans être assurés que l'on ajoute ainsi à l'efficacité du processus d'application. Cela étant, certains éléments de la proposition suédoise d'"approche intégrée" nous paraissent tout à fait intéressants. L'essentiel de la question est dans le processus de sélection. Pour être efficace, il devrait combiner à nos yeux la participation des Etats parties et du Secrétariat technique. Notre expérience de l'application de mesures de confiance dans le cadre de l'Accord de Stockholm montre - bien que je sois conscient de la différence entre ces deux conceptions - que lorsque la demande est traitée comme quelque chose de normal et d'habituel, on peut aisément en éviter le caractère vexatoire.

Le problème principal du système global de vérification au titre de la convention sur les armes chimiques reste toutefois celui de l'inspection sur demande. Nous savons que, bien qu'il ne soit pas directement débattu actuellement, ce problème n'est pas oublié. Nous espérons que dans un avenir relativement proche il réapparaîtra sur la table des négociations. Nous considérons que l'inspection sur demande est un préalable si l'on veut être assuré que la convention est bien appliquée. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons entrepris une inspection expérimentale sur demande portant sur des installations militaires soviétiques situées sur le territoire polonais, inspection pour laquelle un rapport sera bientôt présenté à la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Pologne pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je voudrais signaler que le nouveau représentant de la Roumanie, l'Ambassadeur Romulus Neagu, est des nôtres et je lui adresse les vœux de chaleureuse bienvenue de la Conférence. Je vous prie de bien vouloir m'excuser, Monsieur l'Ambassadeur, de ne pas avoir remarqué votre présence avant que le premier orateur ne commence sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la Corée, l'Ambassadeur Park.

M. PARK (République de Corée) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole devant cette assemblée, je voudrais, au nom de ma délégation et en mon nom propre, vous faire part de mes plus vives félicitations pour votre élection à la présidence de la Conférence du désarmement et vous souhaiter tout le succès possible dans l'exercice de cette importante fonction. Avant-hier, dans votre discours liminaire, vous avez montré que vous étiez résolu à mener à bonne fin, d'ici 1992, la conclusion du Traité sur l'interdiction des armes chimiques, ce qui nous permet d'espérer que, sous votre ferme direction, nos débats sur le désarmement auront une issue favorable. Je tiens par ailleurs à exprimer nos plus sincères remerciements aux présidents qui vous ont précédé, les ambassadeurs Rasaputram de Sri Lanka, Hyltenius de la Suède, Batsanov de l'URSS et Solesby du Royaume-Uni, pour la manière excellente dont ils ont rempli leurs fonctions. Je saisis également l'occasion qui m'est offerte pour rendre hommage à l'Ambassadeur Komatina, secrétaire général de la Conférence du désarmement, et à ses collaborateurs dont la contribution a été inestimable pour la préparation de la Conférence.

Les mois consacrés à la deuxième partie de la Conférence du désarmement ont été marqués par une série d'événements et d'initiatives en matière de désarmement. Le système de sécurité européen a fait l'objet de réformes et de changements de grande portée visant à l'adapter au nouvel ordre mondial. Depuis le mois d'avril, l'Organisation du Traité de Varsovie n'existe plus et la réunion des ministres de la défense des pays de l'OTAN, à laquelle a succédé une réunion des ministres des affaires étrangères début juin, s'est efforcée de réorienter la seule alliance militaire subsistant en Europe pour la rendre mieux à même de servir la paix et la stabilité d'une Europe élargie. Cette transformation aura selon nous des incidences de vaste portée sur l'avenir de l'Europe et du monde.

Les négociations du Traité FCE ont surmonté le dernier obstacle lorsque les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de l'Union soviétique sont parvenus à régler les principaux différends qui les opposaient durant la réunion qu'ils ont tenue à Lisbonne le 1er juin. Ce résultat décisif conjugué aux progrès des négociations START prépareront le terrain pour le sommet consacré à la mise au point définitive des traités relatifs aux armes conventionnelles et stratégiques. La ratification du Traité FCE constituera une nouvelle grande victoire du désarmement dans le domaine des armes classiques et permettra certainement à la deuxième série de négociations FCE de s'ouvrir sous de meilleurs auspices.

L'ironie du sort a voulu que la guerre du Golfe éclate au moment même où le réchauffement du climat international faisait fondre les dernières glaces de la guerre froide. Etait-ce un incident isolé ou le signe des incertitudes afférentes à la multipolarité de la politique mondiale ? Quelle que soit la réponse, cet événement a démontré la fragilité des équilibres régionaux et fait réfléchir sérieusement à la sécurité et à la stabilité régionales. S'il faut tirer une leçon de la guerre du Golfe, c'est que le rôle de l'Organisation des Nations Unies est en ces temps incertains à nouveau considéré comme capital. L'Organisation mondiale a prouvé, en réunissant les parties au conflit, qu'elle était la principale instance de dialogue et d'action collective. Le rôle que peut jouer le Conseil de sécurité de l'ONU comme garant de la paix et de la sécurité régionales et de la maîtrise effective des armements a ainsi été confirmé.

(M. Park, République de Corée)

Les dangers du transfert d'armes sont une autre leçon de la guerre du Golfe et rendent encore plus complexe le problème de la sécurité régionale. Cette question est depuis longtemps inscrite à l'ordre du jour des organismes des Nations Unies s'occupant de désarmement, mais peu de solutions ont été proposées qui permettraient de faire face au problème, en particulier dans les régions en crise. Compte tenu de l'évolution du climat politique international et de l'importance croissante de la sécurité régionale, il est nécessaire de porter un regard nouveau sur les ramifications des transferts d'armes sur la scène régionale et mondiale.

A cet égard, l'initiative en matière de maîtrise des armements au Moyen-Orient proposée le 29 mai par le Président des Etats-Unis, M. Bush, vient à point nommé puisqu'elle prévoit des lignes directrices destinées à mettre un terme à la prolifération des armes conventionnelles et autres. Le Gouvernement de la République de Corée ayant toujours soutenu les efforts déployés sur le plan international pour freiner la prolifération des armements, nous sommes favorables à cette initiative et exprimons l'espoir que - avec la coopération des pays concernés - elle contribuera à renforcer la paix et la sécurité dans la région. Dans un contexte beaucoup plus large, une autre initiative tout aussi importante est le plan de maîtrise des armements et de désarmement présenté le 3 juin par le Président de la République française, M. Mitterrand. L'initiative française souligne notamment le rôle et la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de résoudre le problème de la prolifération des armes. Elle développe l'idée selon laquelle la réduction des tensions et l'élimination des sources de conflit sont, avec l'instauration d'un climat de transparence et de confiance accrues, des éléments essentiels du processus de maîtrise des armements. A notre avis, les propositions des Etats-Unis et de la France sont solidaires et complémentaires et constituent un bon point de départ pour la recherche d'une solution globale.

A la suite de l'examen approfondi du fonctionnement de la Conférence du désarmement, plus de temps a été consacré aux négociations - qui en sont un aspect fondamental - grâce à une modification du calendrier de la session annuelle et une diminution du nombre total des séances plénières. Dans le cadre de ces innovations, la question de l'élargissement de la composition de la conférence vient à point nommé. Bien que la fin de la guerre froide ait fait disparaître la dichotomie Est-Ouest, le désarmement reste l'un des défis majeurs de la planète. Le nombre croissant de pays souhaitant devenir membres à part entière de la Conférence est significatif de l'importance accordée au désarmement. A cet égard, la répartition géographique équitable et le potentiel militaire sont parmi les facteurs à prendre en considération. Il faut continuer de veiller à ce que l'organisation et les travaux de la Conférence du désarmement ne se laissent pas dépasser par l'évolution de la situation internationale.

Le projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques est l'une des questions les plus cruciales et prometteuses de l'ordre du jour de la Conférence et la conclusion rapide de la Convention est maintenant attendue et souhaitée. A notre avis, la clé du succès de la convention réside dans une adhésion universelle. Nous estimons, comme d'autres délégations, que la meilleure manière d'y parvenir est de rendre la convention efficace, non

(M. Park, République de Corée)

discriminatoire et vérifiable. A cette fin, nous insistons sur l'importance d'aplanir les divergences qui subsistent et qui entravent la mise en place d'un régime de vérification efficace. Un tel régime rendrait la convention plus crédible en garantissant à chaque Etat partie que les autres parties la respectent pleinement.

Le 13 mai, le Président Bush a annoncé l'engagement inconditionnel des Etats-Unis de détruire tous leurs stocks d'armes chimiques dans les 10 années suivant l'entrée en vigueur de la convention. La nouvelle initiative de M. Bush en matière de maîtrise des armements est particulièrement bienvenue et avisée et favorisera l'adhésion universelle à la convention sur les armes chimiques.

Pendant la guerre du Golfe, la menace d'une guerre chimique a attiré l'attention de la communauté mondiale sur les conséquences catastrophiques qui pourraient en découler. Malgré les progrès des négociations en matière de désarmement entre les deux superpuissances et en Europe, ainsi que la fin récente de la guerre du Golfe, le risque d'emploi des armes chimiques n'a pas complètement disparu. Le temps est venu de saisir chaque occasion d'accélérer l'adoption de la convention, suivant l'exemple de la Conférence ministérielle de Paris et de la Conférence des gouvernements et de l'industrie qui s'est tenue à Canberra en 1989.

La convention sur l'interdiction des armes chimiques et la Convention sur l'interdiction des armes biologiques sont très proches. La troisième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques se tiendra en septembre à Genève. La République de Corée a toujours appuyé les efforts consentis sur le plan international pour éliminer les armes de destruction massive. Mon pays, en tant que partie à la Convention depuis 1987, sera représenté à la Conférence d'examen et contribuera activement à rendre la Convention efficace et durable.

La quatrième Conférence d'examen du TNP, tenue à Genève en août-septembre de l'année dernière, et la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais, organisée à New York au début du mois de janvier de cette année, ont été les deux événements principaux mettant en relief les profondes divergences entre les Etats parties sur la question de l'interdiction complète des essais. La tentative faite pour établir un lien entre l'interdiction complète des essais et le TNP lors de la quatrième Conférence d'examen du TNP n'a débouché sur aucun résultat concret, a compromis l'avenir du TNP après 1995 et a rendu inutiles les autres accords importants. Nous espérons toutefois que cela ne constitue pas un échec total mais qu'il s'agit seulement d'un revers temporaire avant l'adhésion universelle au TNP. Nous accueillons avec satisfaction la décision annoncée par la France le 3 juin d'adhérer au TNP. L'adhésion de la France renforcera l'autorité du Traité et donnera plus de poids aux pressions exercées pour que les pays non parties adoptent le régime de la non-prolifération.

Les installations nucléaires des Etats parties au TNP non soumises aux garanties - en particulier dans le cas de la Corée du Nord qui disposerait d'installations nucléaires importantes - préoccupent la communauté

(M. Park, République de Corée)

internationale. Dans des instances internationales telles que l'AIEA et les conférences du TNP, nombre d'Etats parties, à titre tant individuel que collectif, ont instamment demandé que ces pays concluent rapidement un accord de garanties avec l'AIEA.

La Conférence de l'Union interparlementaire, accueillie par la République populaire démocratique de Corée à Pyongyang en avril-mai, n'a aucunement apaisé ou diminué les craintes que suscitent les programmes nucléaires non soumis aux garanties des Etats parties. L'UIP s'est efforcée de remédier à la situation en adoptant une résolution invitant ces Etats parties à soumettre leurs installations nucléaires aux inspections de l'AIEA. Très récemment, on a appris que la Corée du Nord a fait savoir à l'AIEA qu'elle avait l'intention de reprendre en juillet les négociations avec l'Agence au sujet d'un accord de garanties qui serait soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs de l'AIEA à sa session de septembre. Si la République populaire démocratique de Corée confirme son intention par une action concrète, telle qu'énoncée à l'article III du TNP et dans d'autres textes pertinents de l'AIEA, sans poser de conditions, ce sera le premier geste important qu'elle fera pour apaiser les doutes que suscitent ses installations nucléaires que l'on dit importantes. La signature d'un accord de garanties avec l'AIEA est une obligation automatique et inconditionnelle des Etats parties au TNP. Les conditions dont la République populaire démocratique de Corée assortit la soumission de ses installations aux inspections de l'AIEA sont injustifiables. Du fait que les programmes nucléaires non soumis aux garanties menacent gravement la paix et la sécurité régionales et internationales, il faut redoubler d'efforts pour que les Etats parties concernés concluent dès que possible un accord de garanties avec l'AIEA dans le cadre d'un engagement sans réserve.

Lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1988, M. Roh Tae Woo, Président de la République de Corée, a proposé la tenue d'une conférence consultative pour la paix en Asie du Nord-Est afin de jeter les fondements d'une paix et d'une prospérité durables dans la région. Cette proposition a été faite dans une tentative de créer un climat international plus propice à la paix et à la réunification de la péninsule coréenne dans le cadre de la sécurité régionale en Asie du Nord-Est. Il convient de noter que d'autres pays ont par la suite fait des propositions analogues.

La péninsule coréenne est souvent décrite comme la dernière survivance de la guerre froide. Heureusement, un dégel dans les relations Nord-Sud semble aujourd'hui inévitable sous l'effet du réchauffement continu du climat politique international. Grâce aux efforts que nous accomplissons pour améliorer nos relations avec les pays dont les idéologies et les systèmes politiques constituaient jadis un obstacle, le climat politique entourant la péninsule coréenne s'est régulièrement amélioré et devient de plus en plus favorable à la stabilité et à la paix dans la région. Le 28 mai, la Corée du Nord a annoncé sa décision de présenter une demande d'adhésion à l'Organisation des Nations Unies, décision qui a été chaleureusement accueillie. Le fait que la République populaire démocratique de Corée ait accepté que la Corée du Nord et la Corée du Sud occupent chacune un siège

(M. Park, République de Corée)

à l'ONU ouvre la voie à une coexistence pacifique entre les deux parties de la Corée et à une normalisation des relations intercoréennes en attendant la réunification du pays. L'admission de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à l'Organisation des Nations Unies contribuera à substituer à l'hostilité et à l'animosité de longue date entre les deux parties un dialogue et des échanges entre membres responsables et pacifiques de la communauté internationale.

Les Premiers Ministres de la Corée du Nord et du Sud ont tenu l'an dernier, tour à tour à Séoul et à Pyongyang, trois séries de consultations interrompues en janvier de cette année. La suspicion et la méfiance nées d'un long affrontement militaire entre les deux parties de la Corée étant bien enracinées, l'ouverture, l'échange et la coopération mutuels sont essentiels pour accroître la confiance avant qu'un dialogue constructif sur les questions de désarmement et de maîtrise des armements puisse commencer. L'expérience de l'Europe nous a appris que l'ouverture et la transparence sont la base des discussions sur le désarmement.

Des échanges intercoréens limités dans les domaines des arts du spectacle et des sports ont fait naître l'espoir qu'il y aura à l'avenir, dans d'autres secteurs, de nouveaux échanges et des activités propres à accroître la confiance. Il est encourageant de noter qu'une partie des mesures de confiance que nous avons proposées apparaît également dans la proposition concernant la maîtrise des armements dans la péninsule coréenne qu'a faite récemment la République populaire démocratique de Corée - à savoir l'utilisation pacifique de la zone démilitarisée, l'installation de lignes directes entre les autorités militaires et la notification préalable des manoeuvres militaires. En ce qui concerne l'utilisation pacifique de la zone démilitarisée en particulier, je voudrais rappeler que M. Roh Tae Woo, Président de la République de Corée, a proposé à la quarante-troisième Assemblée générale des Nations Unies de construire dans cette zone une "cité de la paix" où les familles séparées pourraient librement se réunir et où les échanges commerciaux et autres seraient facilités. Nous avons désormais l'espoir que, compte tenu de la prochaine adhésion de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à l'Organisation des Nations Unies, les consultations entre les Premiers Ministres du Nord et du Sud reprendront bientôt de sorte que nous pourrions à nouveau discuter de ces mesures de confiance essentielles et d'autres questions ayant trait à la maîtrise des armements et contribuer ainsi au processus de désarmement aux niveaux régional et mondial.

En tant que membre responsable de la communauté internationale, la République de Corée n'épargnera aucun effort pour faciliter la tâche de la Conférence du désarmement. Enfin, le Gouvernement coréen souhaite ardemment que la Conférence, qui est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, puisse apporter sa contribution à la promotion de la paix et de la sécurité mondiales en adoptant dès que possible la convention sur les armes chimiques, et que des progrès décisifs soient bientôt accomplis s'agissant d'autres grandes questions qui intéressent la Conférence telles que l'interdiction des essais nucléaires.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République de Corée pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Rasaputram.

M. RASAPUTRAM (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter tout d'abord de votre accession à la présidence. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que vous représentez un pays avec lequel Sri Lanka entretient traditionnellement des relations étroites et amicales. Vos talents et vos initiatives diplomatiques sont bien connus et nous sommes convaincus que les travaux de la Conférence du désarmement se dérouleront avec le plus grand succès sous votre conduite éclairée. Je tiens également à exprimer la gratitude de ma délégation envers l'Ambassadrice Tessa Solesby, du Royaume-Uni, qui vous a précédé et qui a guidé nos travaux avec la plus haute efficacité, à la grande satisfaction des représentants. Je tiens également à me joindre à ceux qui ont chaleureusement accueilli les chefs de délégation nouvellement arrivés. Nous regretterons beaucoup que l'Ambassadeur Nabil Elaraby de l'Egypte nous ait quitté et ne puisse plus participer à nos travaux, mais nous le félicitons de sa nouvelle nomination et l'accompagnons de nos vœux.

Je consacrerai mon intervention de ce jour à nos négociations relatives à la Convention sur les armes chimiques. Ma délégation reviendra ultérieurement sur d'autres points prioritaires de notre ordre du jour et sur la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Au sujet de cette question importante, ma délégation espère que l'échange de vues très utile se poursuivra sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Kamal.

Dans notre déclaration à la dernière session de la Conférence du désarmement, nous nous sommes montrés optimistes au sujet de la conclusion prochaine d'une interdiction complète et universelle des armes chimiques. Des faits récents sont venus renforcer cet optimisme. De fait, nous sommes convaincus que les négociations sur les armes chimiques sont maintenant entrées dans une phase décisive et, espérons-le, dans leur phase terminale. Nous avons également déclaré que la plupart des "infrastructures techniques" de la convention étaient en place et que les questions en suspens devaient être abordées dans une perspective politique en vue de décisions par voie de compromis. Nous estimons maintenant que les négociations s'orientent dans cette direction. Dans ce contexte, nous accueillons favorablement l'annonce par le Président des Etats-Unis, d'un changement de position extrêmement constructif qui facilite le consensus au sujet de la principale interdiction de la convention concernant tout le cycle des armes chimiques, y compris la destruction inconditionnelle des stocks d'armes dans des délais définis. Nous sommes satisfaits que cette annonce ait déjà permis l'apparition d'un consensus au sujet de l'article premier de la convention. Le caractère complet de la principale interdiction dont nous disposons maintenant, et qui s'applique en toutes circonstances, quelles qu'elles soient, augure bien des chances d'atteindre l'objectif souhaité d'universalité. Nous espérons que la question, plus ou moins connexe, de l'article XII sera résolue à bref délai. Selon ma délégation, la question pendante de l'article 12 pose des problèmes à la fois juridiques et politiques. En raison de la nature complète et multilatérale de la convention que nous attendons tous, il importe que

(M. Rasaputram, Sri Lanka)

nous trouvions des solutions novatrices. A cet égard, l'idée intéressante proposée par le représentant de l'Autriche mérite d'être examinée sérieusement par les pays qui ont fait des réserves au Protocole de Genève de 1925. Un éventuel retrait collectif de ces réserves exprimerait un appui politique renforcé au type de régime complet envisagé par la convention. Il constituerait aussi une mesure importante de confiance, du même ordre que l'interdiction inconditionnelle que nous avons déjà obtenue collectivement.

Un consensus étant apparu à la Conférence en vue d'un programme de travail intensifié, au sujet duquel nous tenons à remercier l'Ambassadeur Batsanov, il importe maintenant que le Comité maintienne son élan. Nous espérons donc que de nouvelles propositions de fond conçues pour favoriser l'assentiment de toutes les délégations, seront annoncées au sujet d'autres grandes questions en suspens telles que les inspections sur demande. Ma délégation partage les vues selon lesquelles les modalités des inspections sur demande constituent une partie importante du régime de vérification visant à maintenir la confiance de tous les pays, qu'ils soient grands ou petits, développés ou en développement. Nous estimons aussi qu'afin d'atteindre cet objectif souhaitable, le principe lui-même devrait conserver son caractère multilatéral et être dépolitisé. En raison de l'intrusion qu'il représente et de son emploi, il conviendrait de le manier d'une façon compatible avec les objectifs et le champ de la convention. Nous espérons que les nouveaux apports escomptés traiteront de ces aspects et conduiront à un consensus.

Dans notre déclaration du 22 mars de l'année dernière à la Conférence du désarmement, ma délégation a mentionné deux aspects d'un cadre qui pourrait faciliter la solution des questions politiques en suspens. L'un consiste dans l'opportunité d'un calendrier pour la conclusion de nos négociations et l'autre dans la question de savoir si nous devons rechercher une démarche globale à l'égard des questions pendantes dans la phase finale de nos négociations. Ma délégation avait déclaré ceci : "Nous sommes enclins à penser qu'il serait peut-être bon d'envisager maintenant de fixer un calendrier pour conclure la convention, adoptant ainsi une solution de compromis qui nous aiderait à régler les questions en suspens. Des questions comme la portée de la convention, la composition du Conseil exécutif et le processus de prise de décisions en son sein, l'inspection par mise en demeure, l'assistance, l'ordre de destruction, le développement économique et technique et la relation de la Convention au Protocole de Genève de 1925, ne peuvent être résolues sans compromis politiques, l'universalité souhaitable de la convention imposant certaines réalités. On pourrait avancer que, politiquement, ces questions sont tellement liées les unes aux autres qu'il faudrait sans doute leur apporter des solutions globales lors de la phase finale des négociations." Nous sommes donc satisfaits qu'un consensus se soit dégagé pour que le mandat du Comité comprenne une certaine notion de temps. Nous encourageons le président du Comité à poursuivre ses propres consultations pour exploiter l'autre aspect, celui de solutions globales.

Nous sommes tous d'avis que l'universalité est ce que nous devons rechercher en ce qui concerne la mise en oeuvre de la convention. Comme l'a souligné le Groupe des 21, un moyen d'atteindre cet objectif serait de donner au texte une homogénéité interne en maintenant le caractère non

(M. Rasaputram, Sri Lanka)

discriminatoire et multilatéral du traité qui représente actuellement une interdiction complète et inconditionnelle de tout le cycle des armes chimiques. La compatibilité de ces deux principes devrait être également applicable à la composition et au processus de décision du Conseil exécutif.

Des efforts prolongés, bilatéraux et multilatéraux, ont permis d'établir le texte évolutif tel qu'il se présente maintenant. L'autorité du consensus découlant de la Conférence de Paris et les faits récents qui facilitent l'accord au sujet de l'interdiction principale laissent espérer que le Comité résoudra d'autres questions politiques tandis que les travaux techniques se poursuivront parallèlement dans les groupes de travail.

Sri Lanka continue de se prononcer pour la conclusion de la convention à la date la plus rapprochée possible. Mon Gouvernement m'a chargé de déclarer qu'il envisage de devenir signataire originaire de la convention, lorsque celle-ci sera prête à être signée au moment de sa conclusion.

La convention sur les armes chimiques sera un instrument exceptionnel parce qu'elle permettra à la fois de sonder les activités industrielles civiles et d'en surveiller l'ensemble. Elle pourrait aussi représenter le premier instrument international qui, d'une façon ou d'une autre, considère le principe d'universalité avant même la conclusion des négociations. Certes, les moyens extra-conventionnels de promouvoir l'universalité existeront toujours mais la façon la plus efficace de garantir une participation aussi large que possible reste de promouvoir l'universalité à partir du texte même de la convention. Les Etats parties potentiels seront en majorité des pays qui n'ont jamais eu d'armes chimiques et n'ont pas l'intention d'en acquérir. Il importe donc que la convention ne fasse pas peser sur ces pays des charges institutionnelles et financières indues et disproportionnées en raison du régime de vérification envisagé. Comme l'a fait observer le Ministre de la Nouvelle-Zélande, il est indispensable que le fardeau que représenteront les vérifications prévues par la convention ne décourage pas les petits pays d'adhérer à celle-ci. Il est impossible de prétendre que l'adhésion à la convention de pays sans importance militaire, qui ne menaceront en aucun cas la convention, est moins importante que celle de pays dits "capables" qui resteraient à l'écart de celle-ci.

C'est dans ce contexte que ma délégation voudrait recommander un examen sérieux des observations pertinentes formulées par la délégation argentine, selon lesquelles il est nécessaire que le régime de vérification reste neutre d'un point de vue commercial et il importe d'éviter l'instauration d'un double régime pour le commerce civil des produits chimiques, une fois que la convention entrera en vigueur. Les pays en développement qui cherchent à valoriser leur industrie chimique civile encore à ses débuts devront comparer les avantages de la convention en matière de sécurité, et les coûts et les charges que représentent non seulement les mesures d'application nationale et de vérification internationale mais encore les incidences économiques d'éventuels régimes doubles. Les raisons légitimes qui incitent à concevoir un régime de vérification suffisamment complet ne devraient pas nous conduire à la position extrême consistant à prévoir des dispositions pour toutes les éventualités. La convention serait ainsi surchargée par un régime de

(M. Rasaputram, Sri Lanka)

vérification coûteux qui pourrait dépasser sa portée. Financer un tel régime entraînerait des obligations financières considérables pour les pays en développement. Il faudrait donc convenir d'un équilibre viable des activités de vérification, compte tenu de ce qu'une vérification totalement parfaite n'est ni possible ni nécessaire.

Nous estimons que la Conférence du désarmement a maintenant l'occasion d'oeuvrer pour consolider ce qui pourrait être son premier résultat concluant de ses débuts, il y a plus d'une décennie. Le consensus qui s'est dégagé récemment au sujet de l'article premier a été le couronnement d'un long processus. Il a prouvé aussi le dynamisme des négociations multilatérales et démontré que les qualificatifs peu flatteurs parfois appliqués aux organes multilatéraux ne sont pas justifiés. En fait, l'accord sur l'article premier a prouvé le contraire. Le projet initial de texte d'une convention sur les armes chimiques soumis à la Conférence du désarmement il y a quelques années a été enrichi et développé de manière dynamique par une participation multilatérale. La base même du nouveau consensus, l'idée d'étendre la principale interdiction à l'emploi des armes chimiques, ne figurait pas dans la proposition initiale mais a été conçue et élaborée par cet organe multilatéral. La Conférence du désarmement a donc prouvé qu'elle pouvait négocier, même sur les questions relatives aux armes de destruction massive, à condition qu'on lui en donne les moyens. Parmi les nombreuses tragédies et contradictions de la guerre du Golfe, il y a la perception, à laquelle certains sont arrivés, que la menace d'une destruction massive due aux armes chimiques n'avait aucun effet dissuasif, ni aucune influence sur l'issue de la guerre. Si cela doit être l'une des principales leçons de ces faits tragiques, il est peut-être temps que la Conférence du désarmement accorde plus d'attention à d'autres points prioritaires de notre ordre du jour relatifs à une multitude des questions de désarmement, y compris aux questions nucléaires prioritaires qui sont restées bloquées en raison de considérations doctrinaires comparables. Quelle que soit la morale à tirer du conflit du Golfe, si celui-ci nous a donné l'occasion d'éliminer toute une catégorie d'armes de destruction massive, la Conférence du désarmement doit la saisir.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de Sri Lanka pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Rahardjo.

M. RAHARDJO (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Alors que je m'exprime pour la première fois en séance plénière de cette noble assemblée, permettez-moi de vous féliciter chaleureusement, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence de la Conférence. Ma délégation est certaine que grâce à votre sagesse et à votre fermeté bien connue qui s'ajoutent à une longue et vaste expérience, vous remplirez efficacement votre tâche. Veuillez me permettre d'adresser par votre intermédiaire mes félicitations à l'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni, qui vous a précédé dans cette fonction, pour la manière efficace et le doigté avec lesquels elle a dirigé nos délibérations. Au nom de l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, qui a dû quitter la Conférence très brusquement en avril dernier, je voudrais adresser mes sincères remerciements à tous les collègues et amis de la Conférence ainsi

(M. Rahardjo, Indonésie)

qu'aux membres du secrétariat pour la coopération dont il a bénéficié pendant son mandat de chef de la délégation indonésienne à la Conférence du désarmement. Il m'a également demandé de saisir cette occasion pour souhaiter le plus grand succès à toutes les personnalités distinguées qui prennent part à cette réunion, les représentants des Etats membres et des Etats observateurs et tous les fonctionnaires du secrétariat. Je voudrais aussi vous prier, Monsieur le Président, d'exprimer en mon nom de chaleureuses salutations de bienvenue à nos nouveaux collègues qui sont arrivés depuis la deuxième partie de la session de la Conférence.

Je me trouve associé à la Conférence du désarmement à un moment où les modifications dynamiques et fondamentales qui ont marqué le climat politique mondial semblent produire leurs effets sur ses travaux. Les remarques qui ont été faites sur le progrès des négociations concernant le point 4 nous montrent clairement que des résultats tangibles pourraient être obtenus dans un avenir proche, en raison des positions de compromis des principales parties, ce qui devrait par la suite ouvrir la voie à une conclusion rapide du projet de convention. Ma délégation estime que la décision que pourraient prendre les principaux possesseurs d'armes chimiques d'abandonner l'option chimique et d'éliminer totalement ces armes de leurs arsenaux militaires encouragerait les autres à faire de même. Les récents événements du Golfe ont démontré à l'évidence que la valeur militaire de ces armes est limitée lorsqu'elle se trouve en compétition avec d'autres systèmes d'armements perfectionnés appartenant à un petit nombre de puissances militaires agissant collectivement. A l'avenir, les coûts politiques liés au maintien de ces armes détestables pour la défense et pour des buts militaires seront trop élevés pour qu'aucun pays ne puisse se les permettre.

La modification de la position du Gouvernement des Etats-Unis quant à l'utilisation des armes chimiques a donné un nouvel élan au déroulement des négociations au sein du Comité spécial des armes chimiques. La nouvelle démarche des Gouvernements des Etats-Unis et de l'URSS à l'égard de l'adhésion universelle a fourni un regain d'impulsion et a donné naissance à une volonté commune de parvenir aussi rapidement que possible à un accord final sur la mise au point d'un traité d'interdiction totale de ces armes détestables. Ma délégation se réjouit de cette évolution et espère que la convention future sur les armes chimiques reflétera fidèlement les intérêts légitimes de l'ensemble de la communauté internationale.

Pour un pays comme l'Indonésie qui n'a jamais possédé ni fabriqué ces armes détestables, l'interdiction totale de leur utilisation a toujours été considérée comme un élément crucial de la convention. Nous estimons que le danger réel des armes chimiques réside dans l'emploi éventuel ou la menace d'emploi de ces armes plutôt que dans leur fabrication ou dans leur accumulation. A cet égard, il conviendrait sans doute de souligner l'importance des dispositions réglementant l'assistance et la protection qui seraient accordées en cas de recours ou de menace de recours aux armes chimiques, afin de créer un effet de dissuasion et de restreindre ainsi les possibilités des pays qui choisiraient les armes chimiques à des fins militaires agressives. Ma délégation attache également une importance particulière à la disposition prévoyant la possibilité éventuelle de l'emploi

(M. Rahardjo, Indonésie)

ou de la menace d'emploi de ces armes par des Etats qui ne sont pas parties à la convention. Une disposition qui assure une assistance et une protection rapides à un Etat partie susceptible d'être menacé ou attaqué par tout Etat utilisant des armes chimiques peut inciter les Etats à adhérer à la convention.

Au cours des négociations des dernières années, le Comité spécial des armes chimiques n'a pas été en mesure de parvenir à un accord sur la question que je viens d'évoquer, ce qui est notamment dû à la question embarrassante de la menace d'utilisation de ces armes. En outre, une solution n'a toujours pas été trouvée en ce qui concerne l'octroi, par le futur Secrétariat technique, d'une assistance aux Etats parties qui en ont besoin en cas de menace ou d'emploi de l'arme chimique.

Pour pouvoir résoudre ces questions urgentes, il convient d'adopter une nouvelle démarche. Tout Etat qui renonce à l'utilisation des armes chimiques pour sa défense et devient partie à la convention devrait avoir le droit de bénéficier d'une assistance et d'une protection contre l'emploi ou la menace de l'arme chimique, de façon à empêcher l'utilisation réelle de cette arme contre lui. Ma délégation souhaite que ceux qui seront en mesure de le faire apportent une contribution en espèces ou en nature par l'intermédiaire du mécanisme d'assistance qui doit être créé sous les auspices du Secrétariat technique. En même temps, il convient aussi de poursuivre les efforts en vue de permettre au Secrétariat technique de fonctionner efficacement afin qu'il puisse accorder une assistance rapide aux pays qui en ont besoin.

En ce qui concerne la relation entre la future convention sur les armes chimiques et le Protocole de Genève de 1925, ma délégation souhaiterait insister pour que la clause y relative soit rédigée soigneusement et judicieusement de manière à pleinement refléter les soucis et les aspirations des Etats parties à la convention. La convention sur les armes chimiques doit éviter toute confusion et toute échappatoire éventuelles qui risqueraient de conduire à des violations par les Etats qui seraient parties aussi bien à la future convention qu'au Protocole de Genève de 1925.

Il est certes encourageant de noter l'abondance des idées qui ont été avancées au cours des négociations sur la convention, mais ma délégation estime nécessaire de mentionner un certain nombre de points auxquels elle attache de l'importance. En ce qui concerne la vérification de la non-production d'armes chimiques dans l'industrie chimique, nous sommes tous conscients du fait que l'on a introduit un nouveau concept fondé sur une approche intégrée. Cela a modifié le concept accepté de vérification tel qu'il était envisagé dans le texte évolutif de la dernière session de la Conférence, aux termes duquel, notamment, la portée de l'objectif à vérifier a été élargie. Le concept d'installations "capables" permet une inspection sur place non seulement dans les installations qui produisent les substances chimiques des tableaux, mais également dans celles qui sont capables de les produire ou de les transformer. Dans ce contexte, nous souhaiterions souligner qu'il convient d'aborder avec prudence la question de la vérification de la non-production d'armes chimiques dans l'industrie chimique, en évitant de faire supporter un fardeau inutile aux pays en développement qui sont encore dans la phase de développement de leur industrie chimique.

(M. Rahardjo, Indonésie)

En ce qui concerne le fonctionnement efficace du système de vérification de la convention, la délégation indonésienne se félicite de la réunion du Groupe technique de l'instrumentation. Grâce à l'expérience acquise du fait de notre participation à cette réunion, nous avons appris que les laboratoires et instituts de recherche existant en Indonésie utilisent le même appareillage que celui qui a été conçu pour utilisation dans le futur système de vérification. En ce qui concerne la nécessité de fournir des inspecteurs pour la mise en oeuvre de ce système, je souhaite exprimer la reconnaissance du Gouvernement indonésien au Gouvernement finlandais qui a accordé à des fonctionnaires indonésiens la possibilité de participer à un cours de formation d'inspecteurs. Nous souhaitons sincèrement que cette initiative soit adoptée par d'autres pays qui sont en mesure de le faire, de manière à améliorer les capacités techniques du personnel pour l'application sans problème de la convention.

Tout en reconnaissant l'importance de l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier des armes chimiques, nous ne devons pas perdre de vue la nécessité de poursuivre nos efforts en vue d'une interdiction totale des essais nucléaires, dont la nécessité se fait sentir depuis longtemps. On a noté que le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires a repris ses travaux. Nous reconnaissons que les travaux du Comité visant à freiner le perfectionnement des armes nucléaires sont loin de donner satisfaction. Nous avons encore un énorme travail à accomplir avant de pouvoir mettre au point un système global d'interdiction des essais nucléaires qui puisse faire l'objet d'une adhésion universelle. La reprise des travaux du Comité spécial devrait être un bon début. Nous espérons que ses efforts seront utiles pour mener à bien la tâche générale visant à élaborer un traité global sur les interdictions des essais.

Au cours de la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais, plusieurs idées constructives ont été présentées. Certains ont notamment suggéré que la proposition en matière de vérification, en l'occurrence le projet de protocole présenté à la Conférence d'amendement par le coorganisateur de la conférence, soit transmise à la Conférence du désarmement pour examen. Ma délégation est heureuse d'apprendre que le Comité spécial a été saisi du projet de protocole relatif à la vérification du respect d'un traité d'interdiction des essais nucléaires, présenté par le coorganisateur de la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais. Nous espérons que les résultats obtenus contribueront aux efforts généraux visant à élaborer un traité d'interdiction complète des essais.

Ainsi qu'il ressort des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à un traité d'interdiction complète, de même que du mandat qui a été clairement confié à la Conférence dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ma délégation estime qu'un mandat de négociation devrait être accordé au Comité spécial de manière à accroître l'efficacité de ses travaux.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Indonésie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je lui saurais gré de bien vouloir transmettre à l'Ambassadeur Loeis nos remerciements pour le message dont il nous a fait part. Mon prédécesseur l'avait déjà salué à l'occasion de son départ et je voudrais lui exprimer, à mon tour, mes meilleurs vœux de succès dans ses nouvelles fonctions. Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, le représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Kamal.

M. KAMAL (Pakistan) (traduit de l'anglais) : D'abord, Monsieur le Président, permettez-moi de vous exprimer notre joie de vous voir diriger nos travaux, vous qui représentez un pays avec lequel le Pakistan a toujours eu des relations étroites. Nous ne doutons pas que, sous votre conduite, les travaux de la Conférence du désarmement seront dirigés avec efficacité et talent. Je tiens, quant à moi, à vous assurer de la complète coopération de ma délégation dans l'accomplissement de votre tâche. Un certain nombre de collègues nous ont quittés depuis la dernière fois où j'ai pris la parole. Je saisis donc cette occasion pour leur exprimer mes vœux de succès dans leurs activités futures. Je tiens également à souhaiter chaleureusement la bienvenue aux nouveaux collègues qui se sont joints à nous.

L'année dernière, notre session annuelle s'était ouverte sur une note positive. Les uns après les autres les orateurs avaient mis en relief les changements politiques survenus en Europe et s'étaient félicités de l'esprit grandissant de dialogue et de compréhension qui marquait les rapports entre les superpuissances. Il existait de bonnes raisons de penser que le désarmement mondial était devenu possible. Tous ces espoirs et toutes ces attentes ont cependant été réduits à néant par l'évolution de la situation dans le golfe Persique. Nous nous sommes retrouvés devant la brutale réalité : la fin de la guerre mondiale avait peut-être débouché sur des rapports de plus grande coopération entre les superpuissances, mais cela ne voulait pas dire que la paix universelle allait commencer ni qu'une nouvelle stabilité internationale allait s'instaurer. Il semble que nous soyons encore éloignés de notre objectif d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Si la guerre froide a aggravé presque tous les autres conflits du globe, il est apparu clairement que la plupart d'entre eux avaient une existence propre et allaient continuer de faire rage jusqu'à ce qu'ils trouvent individuellement une solution. En raison de ces conflits, les Etats risquent de se trouver engagés chacun en dehors de sa région, comme l'a montré la guerre du Golfe. Nous estimons donc qu'une approche régionale du désarmement, qui conduirait à éliminer les conflits et les tensions des diverses régions du monde, renforcerait la structure de la paix et de la sécurité mondiales auxquelles nous sommes tous attachés.

Nous avons le plaisir de constater que cette approche régionale du désarmement gagne constamment du terrain. L'importance de cette idée a été clairement confirmée par l'inscription d'un point c) consacré à l'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale, à l'ordre du jour de cette année de la Commission du désarmement de l'ONU. Nous avons participé activement aux débats consacrés à ce point et nous espérons que la promesse, évidente dans les débats de cette année, se traduira en propositions concrètes d'ici à l'établissement du rapport définitif à la session de 1993 de la Commission du désarmement. Nous espérons aussi que l'ordre du jour de la Conférence du désarmement tiendra dûment compte de ces faits.

(M. Kamal, Pakistan)

Sur un plan plus concret, il est de plus en plus admis, aussi, que les problèmes et les préoccupations des Etats en matière de sécurité peuvent bénéficier d'un examen plus complet dans un contexte régional où il est possible de concevoir des mesures correctrices adaptées aux situations spécifiques. Le succès du processus de la CSCE en Europe montre bien que les consultations régionales offrent une réponse importante et pertinente aux problèmes de sécurité et de maîtrise des armements. Si le désarmement à l'échelon régional peut réussir en Europe, berceau de la guerre froide, rien n'empêche qu'il rencontre le même degré de succès dans d'autres régions du monde. Cela ne veut pas dire que des mesures qui ont réussi dans une région puissent être simplement transposées dans une autre. Il est évident que chaque région a ses caractéristiques propres, mais il est possible de tirer des enseignements de l'expérience acquise dans d'autres régions afin de traduire et d'appliquer les principes de son succès avec des modifications appropriées.

Dans notre région, l'Asie du Sud, nous encourageons depuis de nombreuses années les efforts régionaux et bilatéraux visant à garantir une sécurité égale et non diminuée de tous les Etats. Ces efforts ont été renforcés par notre profonde foi dans l'utilité et l'importance des mesures de confiance pour le maintien de la paix et de la sécurité régionales et l'instauration de relations amicales et mutuellement avantageuses entre Etats. Bien que les mesures de confiance ne suffisent pas à garantir la solution progressive des différends graves, nous devons oeuvrer sérieusement à leur adoption afin d'éviter au moins les crises qui peuvent résulter d'erreurs d'appréciation ou de manque de transparence, particulièrement dans le domaine militaire. Dans ce contexte, je tiens à rappeler les accords conclus récemment entre le Pakistan et l'Inde en ce qui concerne la notification avec préavis des exercices et des manoeuvres militaires ainsi que des mouvements de troupes, la prévention des violations de l'espace aérien et l'autorisation de survol et d'atterrissage des appareils militaires. Un accord entre le Pakistan et l'Inde, qui interdit à chaque partie d'attaquer les installations nucléaires de l'autre et qui a été ratifié cette année, constitue aussi une mesure importante de confiance entre les deux pays.

Ces mesures, si importantes soient-elles, sont loin d'être les seules dans notre région troublée. A une époque où les dangers de prolifération nucléaire suscitent un regain d'attention, permettez-moi d'énumérer une fois de plus certaines des propositions présentées par le Pakistan au cours des deux dernières décennies. En 1974, lorsque l'Inde a fait exploser un dispositif nucléaire, nous avons proposé qu'une zone exempte d'armes nucléaires soit instaurée en Asie du Sud, proposition que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a cessé de faire sienne depuis lors. En 1978, nous avons proposé que, dans une première étape, l'Inde et le Pakistan publient une déclaration commune par laquelle ils renonceraient à l'acquisition ou à la fabrication d'armes nucléaires. En 1979, nous avons proposé qu'un accord soit conclu avec l'Inde au sujet d'un système d'inspection bilatérale de toutes les installations nucléaires sur une base de réciprocité. En 1979 encore, nous avons proposé que l'Inde et le Pakistan acceptent simultanément de placer toutes leurs installations nucléaires sous garanties de l'Agence nationale de l'énergie atomique. La même année, nous nous sommes aussi déclarés prêts à adhérer en même temps que l'Inde au Traité sur la non-prolifération. En 1987,

(M. Kamal, Pakistan)

nous avons proposé la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires sur une base bilatérale ou régionale. La même année encore, nous avons proposé qu'une conférence internationale sur la non-prolifération nucléaire en Asie soit convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la participation d'Etats de la région ou d'autres parties du monde.

Le 6 juin 1991, le Premier Ministre du Pakistan a proposé expressément que les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine se consultent et rencontrent l'Inde et le Pakistan pour examiner et résoudre la question de la prolifération nucléaire en Asie du Sud, sur la base des propositions déjà faites ou de toute autre idée qui pourrait se présenter. Un régime régional de non-prolifération, prévoyant des garanties à l'intention des Etats non dotés d'armes nucléaires et accepté par tous les Etats de la région, aiderait à résoudre le problème sous tous ses aspects et instaurerait un climat de confiance, de paix et de sécurité mutuelles en Asie du Sud, permettant ainsi aux Etats de la région de consacrer leur énergie et leurs efforts au développement économique et au bien-être de leurs peuples.

Depuis peu, il est de plus en plus question de la création d'un nouvel ordre mondial, proposition qui reconnaît que l'une des principales causes profondes de l'instabilité régionale est la prolifération des armes dont elle a fait l'un de ces principaux thèmes. Elle prévoit d'importantes mesures de maîtrise des armements et souligne la nécessité d'un comportement raisonnable de la part des importateurs comme des fournisseurs d'armes, dans un effort visant à empêcher l'apparition de dangereux déséquilibres régionaux. Nous ne contestons pas cette idée sur le plan des principes et serions heureux de la voir réussir. Nous espérons cependant que les mesures qui ont été proposées seront appliquées uniformément, sans discrimination, et qu'elles ne légitimeront ni ne perpétueront les déséquilibres régionaux existants. De nombreux Etats de petite et de moyenne taille qui ne peuvent pas produire eux-mêmes les moyens d'assurer leur défense n'ont pas d'autres choix que d'acheter à l'étranger les armes dont ils ont besoin pour s'assurer un minimum de sécurité. A moins que les causes fondamentales de l'insécurité ne soient éliminées des relations entre Etats, les pays ne seront pas convaincus de cesser d'acquérir des armes. La maîtrise des armements doit donc être poursuivie en tant que processus politique visant à garantir la sécurité non diminuée dans des conditions d'égalité, de tous les Etats régionaux, aux niveaux les plus bas d'armement. Nous devons donc élever une mise en garde contre toute tentative visant à isoler ou à mettre en relief un seul élément de la maîtrise des armes conventionnelles, sans tenir compte de ses autres aspects importants.

En résumé, le désarmement régional est un domaine qui mérite beaucoup plus d'attention que celle qu'il a reçue jusqu'à présent. Nous restons convaincus que la bonne application de ce principe contribuerait énormément à la paix et à la sécurité internationales. Après tout, le monde est une juxtaposition d'éléments et si nous pouvons instaurer le désarmement à un niveau régional, nous pourrions transformer la mosaïque actuelle de régions privées de sécurité en une planète jouissant de la prospérité générale et de la paix universelle.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées. La liste des orateurs est maintenant épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaiterait intervenir à ce stade ? Je donne la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. HAN (République populaire démocratique de Corée) (traduit de l'anglais) : Ma délégation est heureuse de constater que la deuxième partie de la session de la Conférence du désarmement s'achève dans un climat nouveau dont nous nous félicitons tous vivement.

Le Comité pour la paix et l'action antinucléaire de la République populaire démocratique de Corée a publié, il y a deux jours, une déclaration détaillée sur le déploiement d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne et a clairement défini la menace que constituent ces armes. Je pense que nous savons tous ce que je veux dire par là. Des armes nucléaires sont déployées dans la péninsule coréenne depuis 1957 et cela fait donc près de 30 ans que la République populaire démocratique de Corée vit sous leur menace. Par conséquent, la République populaire démocratique de Corée a décidé de se mettre sous la protection du droit international, c'est-à-dire du TNP, et a donc adhéré à ce traité en 1985. Nous escomptions une amélioration de la situation dans la péninsule; or, nous n'avons constaté que la montée en puissance des arsenaux nucléaires en Corée du Sud et la poursuite incessante des manoeuvres militaires, qui font appel aux 200 000 soldats américains en Corée du Sud. Tout le monde sait que ces exercices sont en préparation de la guerre nucléaire. Par conséquent, le peuple coréen a instamment demandé que les armes nucléaires soient retirées de la Corée du Sud et a lancé un appel au monde pour qu'il s'associe à nos efforts. Nous espérons que les autorités sud-coréennes se joindraient à nous afin de transformer la péninsule coréenne en zone exempte d'armes nucléaires, comme nous l'avions proposé. Mais elles s'y sont opposées. Maintenant, elles ne disent plus mot de ces armes et de la menace de guerre nucléaire causée par la partie méridionale de la péninsule coréenne. Je voudrais leur demander : ne connaissent-elles pas ces réalités ? Ne voient-elles pas le danger que constituent les armes nucléaires - plus de mille armes de tout genre - déployées en Corée du Sud ? N'entendent-elles pas les voix du peuple sud-coréen, ainsi que celles du peuple américain, demander le retrait de ces armes ? Il est temps de se retirer de ce dernier bastion de la guerre froide. Mais je ne vois toujours aucun signe montrant que la partie sud-coréenne est prête à transformer la péninsule coréenne en zone exempte d'armes nucléaires. Nous n'entendons d'elle que des inepties. Il ne s'agit pas seulement d'une menace contre le peuple coréen : cette menace concerne aussi la sécurité et la paix de l'Asie tout entière. Personne ne peut imaginer ce qui se passera si ce type d'arme explose dans la région. D'autres régions pourraient facilement être touchées. Par conséquent, si les autorités sud-coréennes veulent réellement que règnent la paix, la sécurité et l'harmonie parmi les Coréens, elles devraient se joindre à nous pour retirer de notre sol les armes nucléaires étrangères. Ma délégation prévoit bien entendu de prononcer ultérieurement une déclaration. Nous avons un calendrier à respecter et je ne veux donc pas m'étendre maintenant sur les questions coréennes, les problèmes bilatéraux et les relations entre le Nord et le Sud. Nous en parlerons lorsque l'occasion s'en présentera. Pour l'heure, je me réserve le droit d'aborder tous ces domaines.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée. Comme je ne vois plus d'intervenants à ce stade, je vais passer à d'autres questions. Le secrétariat a diffusé aujourd'hui, à ma demande, le calendrier des réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires doivent tenir durant la première semaine de la troisième partie de la session annuelle de 1991, qui porte sur la période du 23 au 26 juillet. Je tiens à vous signaler à cet égard que le Comité spécial des armes chimiques adoptera lui-même le calendrier de ses travaux durant l'intersession, du 8 au 19 juillet, étant donné que la Conférence ne siégera plus alors. Comme à l'accoutumée, le calendrier dont vous êtes saisis n'est donné qu'à titre purement indicatif et peut être modifié suivant les besoins. Je crois toutefois qu'il est bon, pour faire avancer nos travaux, d'indiquer à l'avance nos plans pour l'ouverture de la prochaine partie de la session annuelle. Par conséquent, je voudrais vous inviter à adopter le calendrier dont vous êtes saisis, si vous n'y voyez pas d'objection.

Il en est ainsi décidé.

Conformément au calendrier de cette semaine, la Conférence tiendra, immédiatement après la présente séance plénière, une réunion officieuse sur le fond du point 2 de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui et je vais maintenant lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu dans quatre semaines, le jeudi 25 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.
